

**Embargo jusqu'à:** 1500 GMT (11:00am EDT), 18 octobre 2006

**Contact:** Michelle Bazie, 202-408-1080  
[communications@openbudgetindex.org](mailto:communications@openbudgetindex.org)

**Index sur le Budget Ouvert: Neuf pays sur dix ne fournissent pas les informations budgétaires nécessaires pour la responsabilité gouvernementale**

**Le tout premier classement sur la transparence budgétaire publié simultanément dans 59 pays**

(Washington, D.C.) —Aujourd'hui, 59 organisations de la société civile du monde entier ont dévoilé l'Index sur le Budget Ouvert (IBO), premier index à classer les pays en fonction de l'ouverture de leurs documents budgétaires aux citoyens. Si l'index révèle que la plupart des pays fournissent au moins certaines informations aux citoyens sur leur budget, la grande majorité d'entre eux ne mettent cependant pas à disposition les informations de base nécessaires à une bonne gouvernance.

« Dans 53 des 59 pays étudiés, les citoyens sont limités par un manque d'accès à l'information. Dans 10 pays, les comptes du gouvernement sont des livres fermés », a déclaré Warren Krafchik, directeur exécutif du Projet Budgétaire International, coordinateur du travail sur l'index. « Le classement d'un pays dans l'Index sur le Budget Ouvert mesure l'engagement de son gouvernement sur le plan de la responsabilité et de la transparence. »

L'Index sur le Budget Ouvert fournit aux citoyens, aux législateurs, et aux militants de la société civile des informations complètes et pratiques nécessaires pour évaluer l'engagement d'un gouvernement au niveau de la responsabilité et de la transparence budgétaires. Grâce à ce type d'informations, les bailleurs, les activistes du développement et les agences d'aide peuvent identifier les réformes budgétaires significatives nécessaires dans des pays spécifiques, et améliorer ainsi l'impact de leur travail de développement.

-plus-

L'Index 2006 sur le budget ouvert a été établi par le Projet Budgétaire International sur la base de questionnaires détaillés remplis par des experts locaux dans les 59 pays de tous les continents qui ont participé. L'Index évalue l'accessibilité des documents budgétaires clés, la quantité d'informations qu'ils fournissent, et le caractère opportun de leur distribution aux citoyens. Il cherche ainsi à offrir des informations fiables sur l'engagement de chacun des pays vers une plus grande ouverture de leur budget.

« Avoir accès à l'information nous permet de nous prononcer sur le budget de notre pays. Cela nous permet d'exiger des améliorations dans la vie des individus au Mexique », a déclaré Helena Hofbauer, directrice exécutive du Centre d'analyse et de recherche de FUNDAR, organisation chargée de la recherche au Mexique. « Sans information, nous n'avons pas de poids. L'Index sur le Budget Ouvert fournit des informations indépendantes et pertinentes, qui nous permettent de savoir quelles réformes sont nécessaires. »

Pour les 59 pays enquêtés, les résultats les plus importants de l'Index 2006 sur le Budget Ouvert incluent les données suivantes:

- Seuls six pays – la France, la Nouvelle Zélande, la Slovénie, l'Afrique du Sud, le Royaume-Uni, et les Etats-Unis – fournissent l'ensemble des informations budgétaires nécessaires à la responsabilité gouvernementale.
- Plus de 50% des pays (32) ne rendent pas publics l'ensemble des sept rapports budgétaires clés qu'ils produisent. Ces gouvernements produisent l'information pour leur propre usage interne ou pour les donateurs internationaux, mais ne la mettent pas à la disposition des citoyens.
- Six pays gardent leur budget secret jusqu'à ce qu'il soit voté par le parlement – empêchant ainsi toute participation publique dans l'examen du budget. (l'Angola, le Burkina Faso, le Tchad, la Chine, l'Egypte, la Mongolie et le Vietnam)
- Presque la moitié des pays (25) ne tiennent pas d'audience publique sur le budget.
- Dans 16 pays, l'exécutif peut renvoyer le chef de l'organe externe de contrôle sans le consentement des pouvoirs législatif ou judiciaire. Le fait de ne pas assurer la sécurité de la titularisation du chef de l'agence nationale de contrôle révèle l'absence d'une protection institutionnelle fondamentale qui garantisse l'indépendance de l'organe par rapport à l'exécutif.

« Il reste beaucoup de travail à accomplir dans le monde avant que les budgets ne deviennent ouverts aux citoyens », a déclaré Pamela Gomez, responsable du projet de l'Initiative sur le Budget ouvert au sein du Projet Budgétaire International. « Mais les pays pourraient accomplir d'importantes réformes en ouvrant simplement au public l'ensemble des documents budgétaires qu'ils produisent déjà. Avec ce petit changement, plus de la moitié des pays amélioreraient leur performance et, plus important encore, les citoyens seraient nettement mieux informés sur leur budget. »

Pour consulter l'ensemble du rapport 2006, des images haute résolution des résultats de l'Index, des informations sur les organisations de la société civile qui ont participé, et du matériel destiné à la presse en arabe, français, portugais, russe et espagnol, veuillez visiter [www.openbudgetindex.org](http://www.openbudgetindex.org).

### **A propos du Projet Budgétaire International**

Le Projet Budgétaire International a été créé en 1997 au sein du Centre sur le Budget et les Priorités Politiques et d'encourager le développement d'organisations de la société civile ayant pour but d'analyser, de surveiller et d'influencer les processus budgétaires gouvernementaux, leurs institutions, et leurs résultats. Le but de l'IBP est de rendre les systèmes budgétaires des pays en développement ou en transition plus sensibles aux besoins des pauvres et aux personnes à faible revenu et, donc de les rendre plus transparents et plus responsables devant les citoyens. L'IBP ne reçoit pas de financement du gouvernement américain ou de ses agences. Le siège principal de l'IBP est à Washington, DC. Pour avoir davantage d'informations, veuillez visiter <http://www.internationalbudget.org>.

# # #